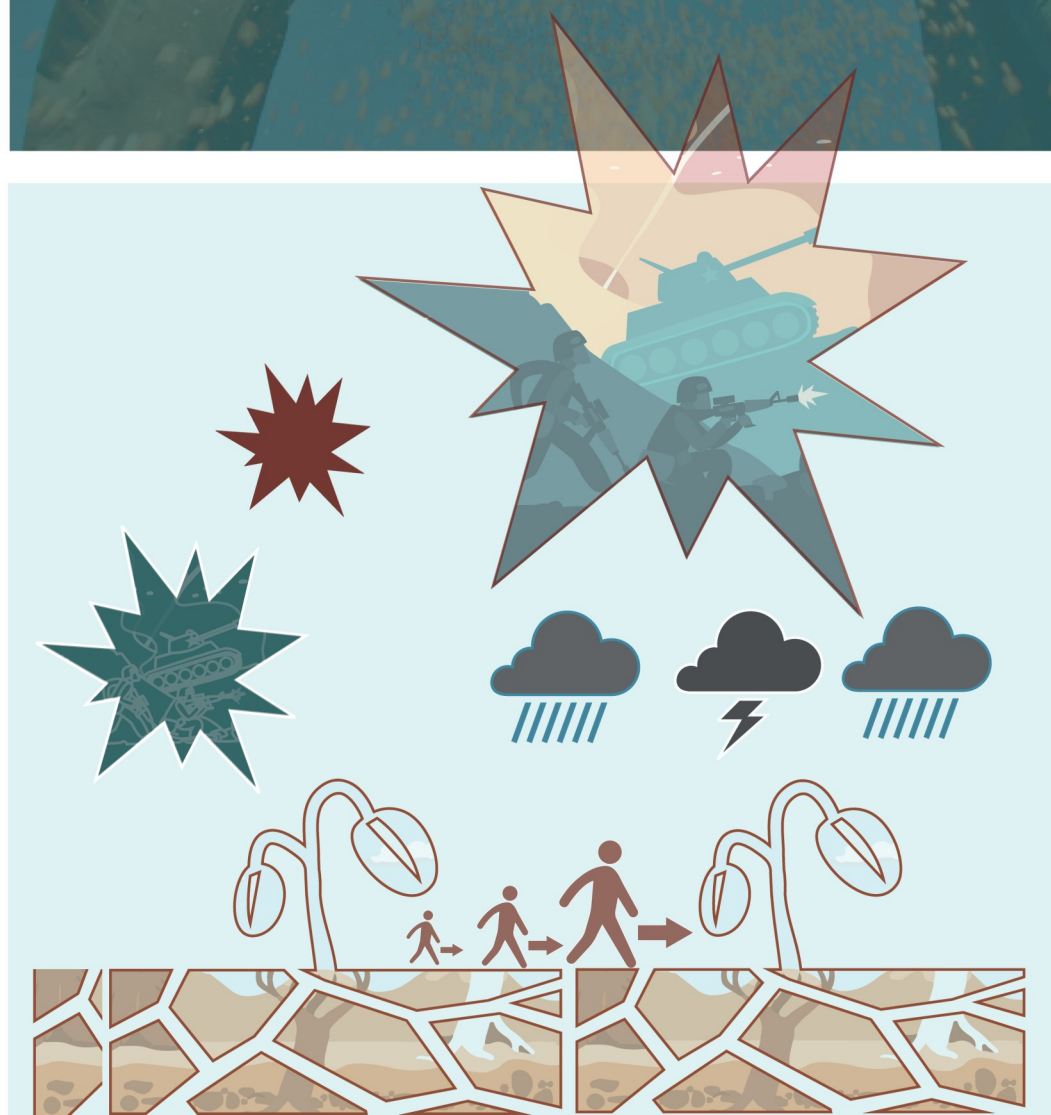


“ La vie de millions de personnes dépend de notre capacité collective d’agir.
Dans notre monde d’abondance, il n’y a aucune excuse pour l’inaction et
l’indifférence. (António Guterres, Secrétaire général de l’Organisation des Nations Unies) ”

RAPPORT MONDIAL SUR LES CRISES ALIMENTAIRES 2017

Résumé Exécutif



Le monde doit aujourd'hui répondre à un appel à la mobilisation sans précédent face à la situation de quatre pays menacés par la famine, et à la demande croissante d'aide humanitaire et de résilience. Dans ce contexte, il est de la plus haute importance d'informer la communauté de la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale et nationale, quant au risque de crises alimentaires et à la sévérité de ces crises. Les parties prenantes ont largement investi dans l'analyse de la sécurité alimentaire et les systèmes d'alerte précoce afin de mieux prévenir et répondre aux crises alimentaires. Bien que des progrès considérables aient été accomplis au fil du temps en matière de méthodes et de technologies utilisées pour améliorer la qualité et l'opportunité des évaluations de la sécurité alimentaire et des systèmes de suivi, une vision globale et commune des crises alimentaires à l'échelle mondiale fait encore défaut.

En 2016, le Sommet mondial sur l'action humanitaire a amorcé une révision majeure de la façon dont le financement de la réponse humanitaire est accordé dans les contextes de crise et a souligné la nécessité de consentir des investissements à plus long terme en faveur du développement. Conformément aux principaux engagements des Objectifs de Développement Durable (ODD) et aux

recommandations du rapport « Une seule humanité: des responsabilités partagées », l'Union européenne, la FAO et le PAM et se sont mobilisés pour coordonner l'évaluation des besoins à travers la préparation du «*Rapport mondial sur les crises alimentaires*» pour renforcer l'impact des interventions humanitaires et de résilience.

Le Rapport mondial vise à renforcer la coordination et la prise de décision sur la base d'une analyse neutre qui informe la planification et la mise en œuvre des programmes. Le principal objectif et la force de ce rapport sont la mise en place d'un processus consultatif et consensuel permettant de compiler les analyses sur la sécurité alimentaire dans le monde entier et d'en faire un produit public global.

Le rapport compare et explicite les résultats des analyses sur la sécurité alimentaire menées par différents partenaires et dans différentes zones géographiques afin de dresser un bilan précis de la situation humanitaire mondiale en matière d'insécurité alimentaire aiguë.

Le Rapport mondial sur les crises alimentaires 2017 couvre la période allant de janvier à décembre 2016 et fournit de nombreuses analyses sur la sécurité alimentaire et la nutrition

concernant des pays qui présentent une vulnérabilité chronique aux crises alimentaires et où de larges pans de la population vivent en insécurité alimentaire aiguë.

Les principales sources d'information sont le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) et le Cadre harmonisé (CH), là où ces systèmes sont mis en place. D'autres sources d'information sont les produits du Centre commun de recherche (CCR) de l'UE, du Cluster Sécurité Alimentaire, de la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC), de la FAO, du FEWS NET, du PAM et de l'UNICEF.

Ce rapport contient également des estimations démographiques de la sécurité alimentaire de pays sélectionnés en fonction des crises alimentaires aiguës auxquels ils ont été confrontés en 2016 et au-delà.¹ En outre, une analyse détaillée de la sécurité alimentaire est présentée dans le cas des pays ou groupes de population faisant face à une insécurité alimentaire aiguë à forte sévérité ou magnitude et sélectionnés en fonction de leur classification IPC/CH.²

“

Ne laisser personne derrière est un devoir moral et politique, et exige une volonté politique. Travailler en partenariat est la meilleure garantie pour relever ce défi commun dans un monde globalisé. (Federica Mogherini, Haute-Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne)

”

¹ Les pays repris dans la liste du Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) de la FAO en 2016 ont été automatiquement sélectionnés et intégrés à ce rapport, s'agissant de pays actuellement confrontés à des crises alimentaires aiguës. Ce rapport inclut également les pays qui ont connu au moins une crise alimentaire au cours des 3 dernières années ou au moins 3 crises alimentaires au cours des 10 dernières années.

² Critères de sélection des pays: pays ayant une partie de la population en phase 4 *Urgence* ou phase 5 *Catastrophe* de l'IPC ou du CH, au moins 20 % de la population ou au moins 1 million de personnes en Phase 3 *Crise*. Ont également été sélectionnés les pays déclarés en urgence humanitaire par le Comité permanent interinstitutions (IASC).

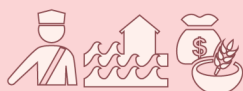
Le rapport fournit une analyse détaillée de la sécurité alimentaire des pays ou groupes de population ayant une forte sévérité ou magnitude d'insécurité alimentaire aiguë, selon leur classification IPC/CH:

Afghanistan



8,5 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Burundi



2,3 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Cameroun



0,3 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Djibouti



0,2 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Ethiopie



9,7 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Haïti



1,5 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Irak



1,5 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Lesotho



0,5 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Madagascar sud



0,8 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Malawi



6,7 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Mozambique



1,9 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Niger



0,3 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Nord Nigéria*



8,1 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

République centrafricaine



2 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

République démocratique du Congo



5,9 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Somalie**



2,9 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Sud Soudan**



4,9 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Soudan



4,4 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Swaziland



0,4 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Syrie



7 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Tchad



1 million
de personnes en
insécurité alimentaire

Yémen



14,1 millions
de personnes en
insécurité alimentaire

Zimbabwe



4,1 million
de personnes en
insécurité alimentaire

Réfugiés syriens en :

**Egypte, Irak, Liban,
Jordanie et Turquie**

Tous les partenaires sont en accord avec la sévérité et la magnitude de l'insécurité alimentaire aiguë suggérée par ce rapport. Les estimations de la population dans ce rapport peuvent différer des estimations des organisations individuelles, car elles reflètent une approche fondée sur le consensus.

* Le nord du Nigéria couvre 16 états, y compris les trois états du nord-est d'Adamawa, de Borno et de Yobe qui comptent pour 4.7 millions en phase 3 Crise ou pire de l'IPC/CH.

** Les chiffres relatifs au Sud-Soudan et à la Somalie font référence aux analyses de l'IPC effectuées en janvier et février 2017 à partir des données de 2016.

VUE D'ENSEMBLE DES CRISES ALIMENTAIRES

En 2016, 108 millions de personnes dans le monde vivaient en situation d'insécurité alimentaire de crise ou pire (IPC/CH Phase 3 ou pire). Ceci représente une hausse considérable (près de 30 pour cent) par rapport à 2015, année pour laquelle ce chiffre était de presque 80 millions de personnes. **En 2016, les principales crises alimentaires ont été attisées par des conflits, la flambée des prix des produits alimentaires et des anomalies climatiques provoquées par le phénomène d'El Niño.** Il s'agissait de crises sévères et de grande envergure qui, dans certains cas, ont touché des populations nationales entières et dans d'autres, provoqué des dommages considérables dans certaines régions localisées comme le nord-est du Nigéria. En outre, ces chocs ne se sont pas limités aux frontières nationales, mais ont eu de fortes retombées sur les pays voisins (par exemple, la crise des réfugiés syriens et la crise du bassin du lac Tchad).

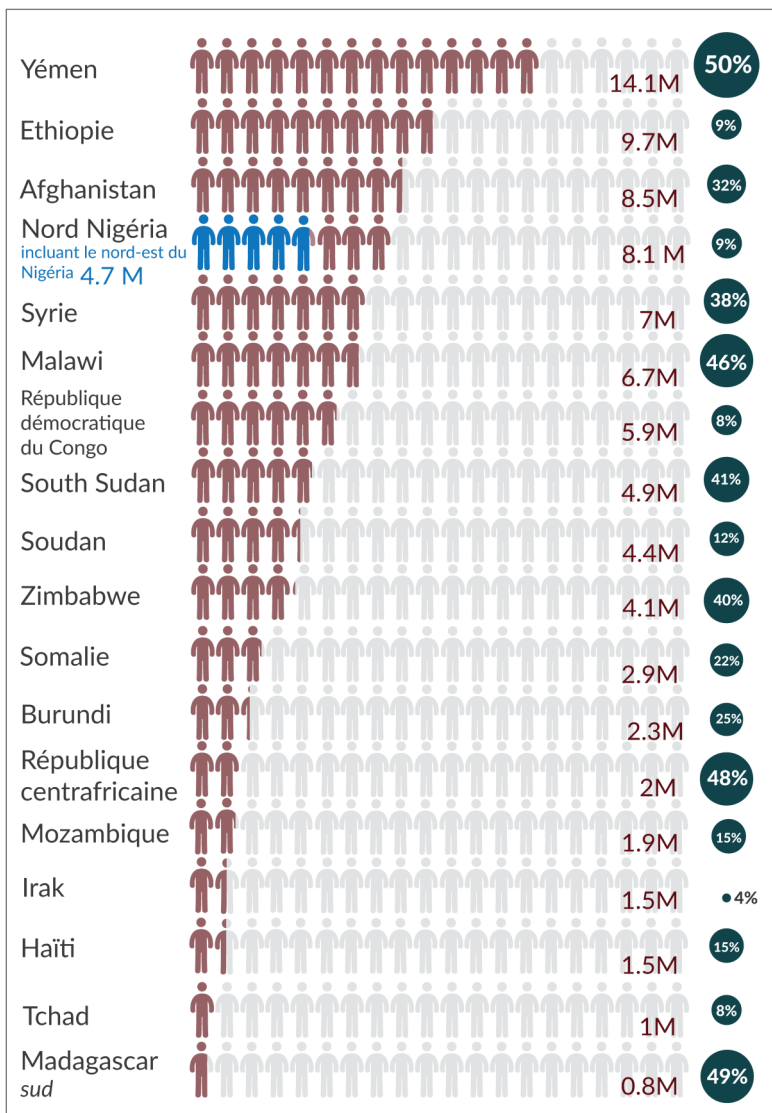
Les vastes et graves répercussions des conflits ont plongé des millions de personnes dans l'insécurité alimentaire; celles-ci ont maintenant besoin d'une aide urgente au Yémen (14,1 millions), en Syrie (7,0 millions), dans le nord-est du Nigéria (4,7 millions), et au Burundi (2,3 millions). En Somalie, l'insécurité, conjuguée à de fortes sécheresses, s'est traduite par une profonde insécurité alimentaire en 2016 qui devrait encore s'aggraver dans les premiers mois de 2017. Les analyses récentes ont confirmé cette aggravation de l'insécurité alimentaire et on estime que 2,9 millions de personnes seront classifiées en phase 3 *Crise* ou pire en février 2017 et seront menacées par la famine.

La dernière analyse IPC au Sud-Soudan a également confirmé une tendance à l'aggravation de la situation, estimant que 4,9 millions de personnes seront en phase 3 ou pire de l'IPC, également touchées par la famine et par le risque de famine dans les comtés affectés par le conflit, comme l'état d'Unity. Les prévisions pour 2017 indiquent que les conditions vont empirer à certains endroits, ce qui peut engendrer des famines dans certaines poches de population du nord-est du Nigéria, du Yémen, de la Somalie et du Sud-Soudan. Outre les conflits, la flambée des prix des produits alimentaires de base, en particulier au Nigéria et au Sud-Soudan, a fortement restreint l'accès des populations vulnérables aux aliments, aggravant ainsi leur insécurité alimentaire.

Les conflits provoquent des déplacements de grande envergure (internes et transfrontaliers), prolongeant l'insécurité alimentaire et imposant une charge sur les communautés d'accueil. Les populations les plus touchées par les déplacements sont les populations de la Syrie (6,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays) et les réfugiés syriens dans les pays voisins (4,8 millions), l'Irak (3,1 millions), le Yémen (3,2 millions), le Sud-Soudan (3 millions), la Somalie (2,1 millions) et le nord-est du Nigéria (2,1 millions.)

Dans certains pays, le phénomène d'El Niño s'est manifesté par des conditions de sécheresse qui ont causé de graves dommages aux moyens d'existence agricoles engendrant ainsi une insécurité alimentaire. Les pays les plus touchés sont ceux d'Afrique de l'Est et australe, notamment la Somalie, l'Éthiopie, Madagascar (0,8 million dans le Grand Sud), Malawi (6,7 millions) et le Zimbabwe (4,1 millions). Selon les projections pour 2017, la sévérité de l'insécurité alimentaire devrait s'aggraver, en particulier dans le sud et le sud-est de l'Éthiopie, au Kenya et en Somalie. Le graphique 1 présente les estimations de l'insécurité alimentaire aiguë et le pourcentage des populations totales dans certains pays touchés par des crises alimentaires.³

SECURITE ALIMENTAIRE, PHASES IPC/CH 3 *CRISE* ET PIRE

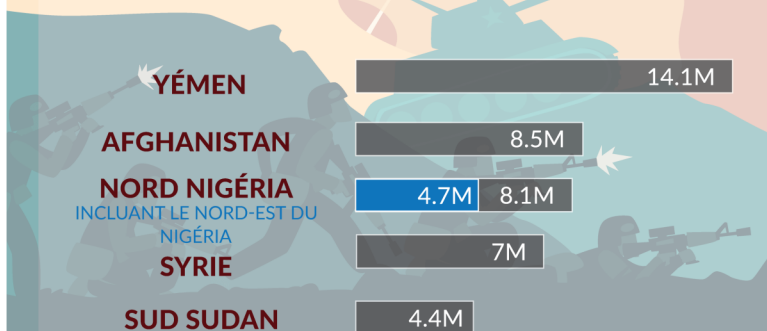


CONFLIT ARMÉ

Les vastes et graves répercussions des conflits ont plongé des millions de personnes dans l'insécurité alimentaire

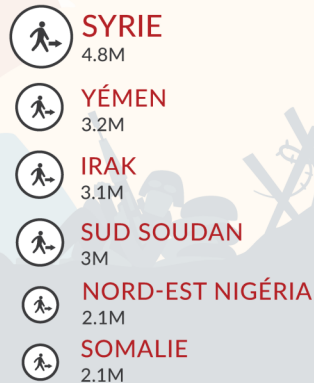


Personnes en insécurité alimentaire
IPC/CH3+



DÉPLACEMENT

Les conflits provoquent des déplacements de grande envergure (internes et externes)

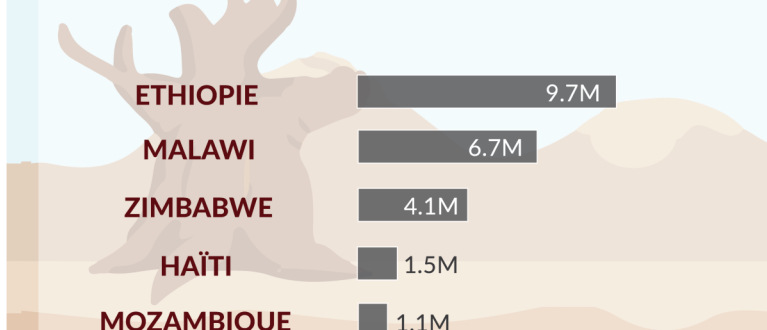


CATASTROPHES NATURELLES

Les conditions de sécheresse induites par El Niño et les autres anomalies climatiques ont causé des dommages aux moyens d'existence agricoles engendrant ainsi une insécurité alimentaire



Personnes en insécurité alimentaire
IPC/CH3+



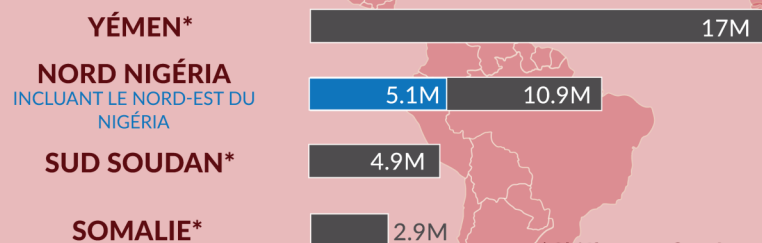
L'Ouragan Matthew de catégorie 4 a frappé Haïti, déjà touché par la sécheresse, fin 2016

PERSPECTIVES DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Pays menacés par la famine



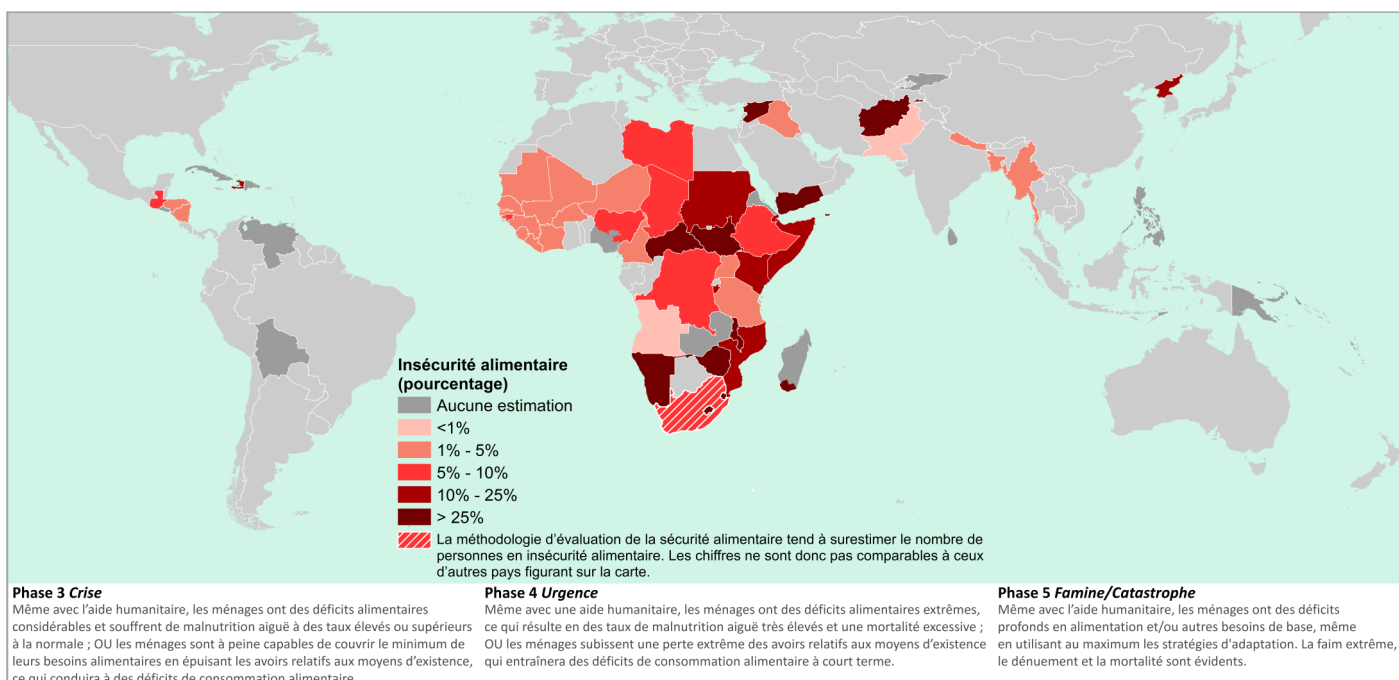
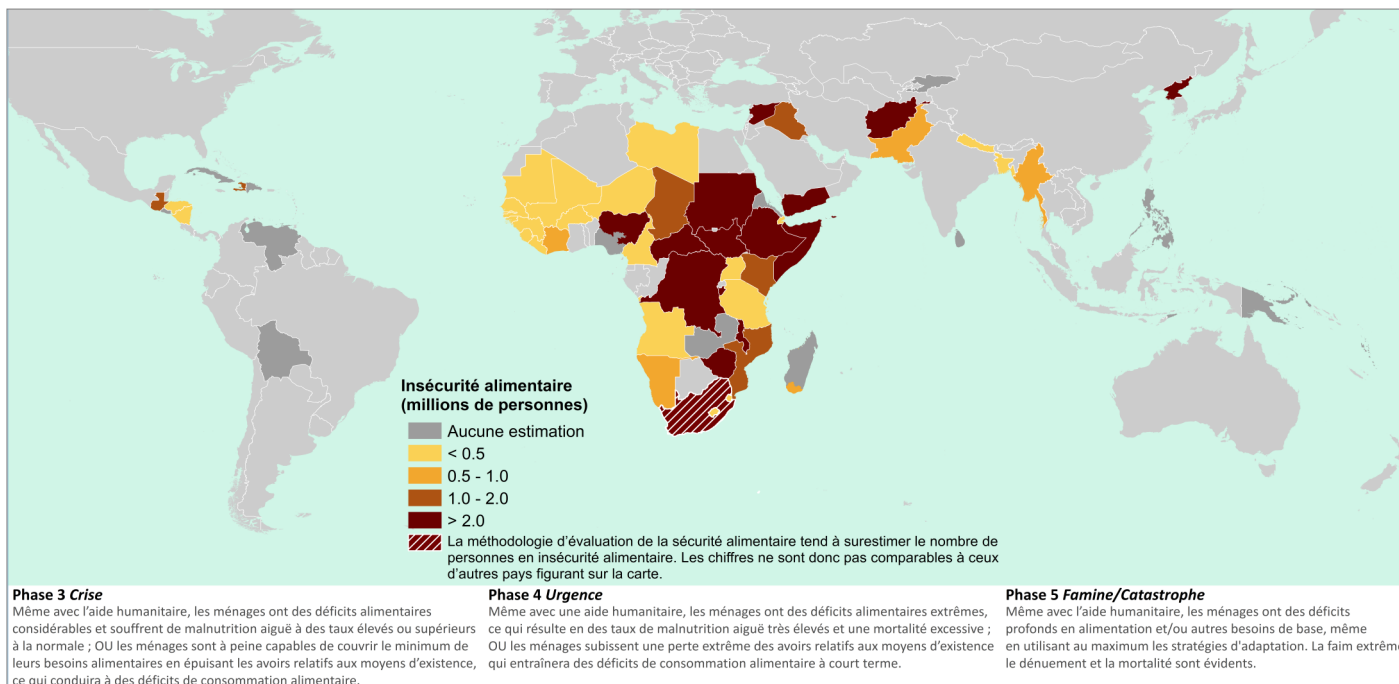
Personnes en insécurité alimentaire
IPC/CH3+



*Chiffres confirmés par l'analyse IPC (janvier 2017)

POPULATION EN PHASE 3 CRISE DE L'IPC/CH OU PIRE,

Janvier 2017



“

Nous pouvons empêcher que les gens meurent de la famine, mais si nous ne redoublons pas nos efforts pour sauver, protéger et investir dans les moyens d'existence des zones rurales, des dizaines de millions de personnes resteront en insécurité alimentaire sévère.

”

(José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO)

PRINCIPALES CRISES ALIMENTAIRES EN 2016



RÉGION DE L'AFRIQUE CENTRALE ET ORIENTALE

Somalie	Sud Soudan	Ethiopie	République démocratique du Congo	République centrafricaine	Burundi
 2,9M de personnes IPC 3+  	 4,9M de personnes IPC 3+   	 9,7M de personnes IPC 3+  	 5,9M de personnes IPC 3+  	 2M de personnes IPC 3+  	 2,3M de personnes IPC 3+  

Sur la base du nombre de personnes classifiées en insécurité alimentaire (Phase 3 *Crise* ou pire de l'IPC), les pays les plus touchés dans la Corne de l'Afrique sont la Somalie, le Sud-Soudan et l'Éthiopie. En Afrique centrale et orientale, des crises alimentaires ont également fortement touché les populations de la République démocratique du Congo, de la République centrafricaine et du Burundi.

En **Somalie**, les estimations pour la période de décembre 2016-juin 2017 indiquent que 2,9 millions de personnes (soit 25 pour cent de la population) se trouvent en phase 3 *Crise* ou phase 4 *Urgence* de l'IPC dans l'ensemble du pays. Ce chiffre représente le double du nombre de personnes en août 2016. Un autre groupe de la population représentant 3,3 millions de personnes se trouve dans la phase 2 *Sous pression*, ce qui porte le nombre total de personnes en l'insécurité alimentaire à plus de 6,2 millions.⁴ Cette population est essentiellement composée de personnes déplacées internes et quelque 30 pour cent des personnes vivant dans l'insécurité alimentaire se concentrent dans les régions de Hiraan, Bay et Banadir. Entre 2014 et 2016, la population en insécurité alimentaire a augmenté de 60 pour cent et un grand nombre de personnes a été classifié dans la phase 2 *Sous pression* de l'IPC. Le nombre de cas étant le double de celui indiqué dans les dernières estimations du mois d'août⁵ dernier et plus du triple de celui estimé l'année antérieure,⁶ la dégradation de la sécurité alimentaire est de toute évidence dramatique. Le nombre de

personnes vivant en phase 4 *Urgence* de l'IPC qui avait été estimé à 22 000 en février 2016, a augmenté de vingt fois au cours des douze derniers mois, pour atteindre le chiffre de 439 000 en février 2017. Plusieurs saisons consécutives de faible pluviosité, des récoltes pratiquement nulles et la perte de têtes de bétail ont compromis la sécurité alimentaire. Qui plus est, les déplacements de population, la perturbation des échanges commerciaux résultant de l'insécurité et le manque d'opportunités d'emplois et de revenus se sont greffés sur la flambée des prix des denrées alimentaires pour éroder le pouvoir d'achat, en particulier pour les ouvriers agricoles non qualifiés. Les prévisions météorologiques indiquent que la pluviosité durant la prochaine campagne *gu* de 2017 (avril-juin) contribuera très probablement à aggraver encore la situation de la sécurité alimentaire dans certaines régions. Dans le pire des scénarios, où la saison des pluies serait encore plus mauvaise que ne l'indiquaient les prévisions, le pouvoir d'achat des ménages reviendrait à des niveaux observés en 2010/2011, et l'aide humanitaire ne pourrait être acheminée aux populations ayant besoin d'assistance, on peut s'attendre à ce que celles-ci tombent dans la catégorie *Famine* qui correspond à la phase 5 de l'IPC.

Au **Sud Soudan**, on estime à 4,9 millions (environ 42 pour cent de la population) le nombre de personnes en insécurité alimentaire (phase 3 *Crise* et pire de l'IPC) en janvier et ce, jusqu'à avril 2017. Dans ce groupe, 100 000 personnes sont confrontées à des conditions de *Famine* (phase 5 *Catastrophe* de l'IPC) ou à une forte

probabilité de *Famine* au moins jusqu'à juillet 2017 si une aide humanitaire n'est pas apportée. La population touchée est concentrée dans les comtés de Greater Unity, notamment Leer et Mayendit. Dans le comté de Koch, il y a actuellement une forte probabilité de *Famine*, alors que dans le comté de Panyijiar, la *Famine* pourra sans doute être évitée si une aide humanitaire adéquate est fournie entre février et juillet. Les projections indiquent une nouvelle dégradation au plus fort de la période de soudure en juillet 2017, qui pourrait se traduire par une augmentation de la population en insécurité alimentaire jusqu'à 5,5 millions de personnes (soit 47 pour cent de la population). La situation actuelle rend compte d'une détérioration de la situation de la sécurité alimentaire par rapport aux analyses IPC correspondant à août/septembre 2016 selon lesquelles 4,4 millions de personnes (soit 37 pour cent de la population) étaient en insécurité alimentaire, c'est-à-dire en phase 3 *Crise* et pire de l'IPC. L'insécurité alimentaire s'est considérablement aggravée depuis le début de la guerre civile en décembre 2013 et a atteint des niveaux records en 2016 et 2017. La situation nutritionnelle est tout aussi alarmante: dans plusieurs comtés, les taux de malnutrition aiguë globale sont proches de ou supérieurs à 30 pour cent, soit deux fois le seuil considéré comme *Critique* par l'OMS. Au Sud-Soudan, l'insécurité alimentaire s'explique par le conflit et la situation d'insécurité qui ont profondément perturbé les moyens d'existence, le commerce et la production agricole.

4 Communication technique de l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et la nutrition pour la Somalie (FSNAU) et du FEWS NET du 2 février 2017.

5 Analyse Post Gu 2016 de l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et la nutrition pour la Somalie, série technique, rapport n° VII. 69, 19 octobre 2016.

6 Somalie, Perspectives de la sécurité alimentaire et de la nutrition *Post-Deyr* 2015/16 (février à juin 2016), 17 février 2016.

En outre, la forte dévaluation de la devise locale a entraîné une inflation des prix des denrées alimentaires, alors que les coûts des transports restent élevés en raison de l'insécurité qui frappe les axes commerciaux. L'aide humanitaire a permis d'améliorer la sécurité alimentaire dans certaines régions, mais le pays reste confronté à des problèmes sous-jacents comme le manque d'investissement dans le secteur productif, les services sociaux et les infrastructures.

En **Éthiopie**, le nombre de personnes en insécurité alimentaire était estimé à 9,7 millions de personnes, soit 13 pour cent de la population rurale, en juillet 2016. Le faible niveau des précipitations en octobre-décembre a entraîné une sécheresse prolongée, qui a surtout touché le sud et le sud-est du pays, et a accru le risque d'une aggravation et d'une extension de l'insécurité alimentaire. Les taux de malnutrition enregistrés au printemps 2016 sont choquants: 2,7 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë et 400 000 de malnutrition sévère. L'Éthiopie est un pays essentiellement agricole et la sécheresse de 2015, l'une des pires en un demi-siècle, a eu des effets dévastateurs. Les pertes de production ont profondément compromis la sécurité alimentaire et le pouvoir d'achat des ménages et obligé beaucoup à vendre leurs avoirs agricoles et à abandonner leurs moyens d'existence. Malgré une amélioration des récoltes obtenues entre octobre et janvier, des millions de personnes restent vulnérables. Malgré un recul du nombre total de personnes en insécurité alimentaire en décembre 2016 atteignant 5,6 millions, la faible pluviosité, le caractère limité des zones plantées et la mauvaise santé du bétail risquent de se traduire par un risque accru d'insécurité alimentaire en 2017 pour les populations des zones pastorales du sud et du sud-est du pays.

En **RDC**, les estimations pour la période juin 2016-janvier 2017

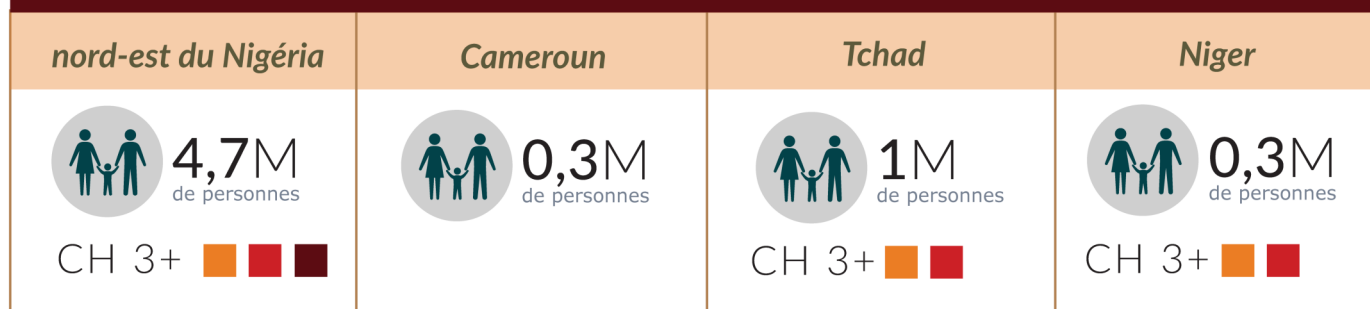
indiquent que plus de 5,9 millions de personnes (soit 8 pour cent de la population) se trouvaient en phase 3 *Crise* ou phase 4 *Urgence* de l'IPC. La plupart des personnes en insécurité alimentaire se concentrent dans quatre territoires sévèrement touchés par l'insécurité civile. Le taux de malnutrition aiguë globale est supérieur à 10 pour cent dans la majeure partie du pays et le taux de malnutrition sévère aiguë dépasse 2 pour cent. L'insécurité alimentaire résulte des conflits entre groupes armés qui sont à l'origine de déplacements massifs de réfugiés. Les catastrophes naturelles et les maladies animales et végétales contribuent également à réduire la disponibilité d'aliments et poussent les prix à la hausse. En RDC, les ménages consacrent en moyenne 63 pour cent de leurs revenus à la nourriture et l'agriculture est essentiellement de subsistance. La production agricole devrait rester stable dans les premiers mois de 2017 et permettre d'assurer l'alimentation des ménages jusqu'au mois d'avril. Toutefois, de nombreux territoires seront classés en phase 2 ou phase 3 de l'IPC en raison de l'insécurité et des déplacements constants.

En **République centrafricaine**, la situation déjà fragile de la sécurité alimentaire s'est fortement détériorée en 2016. Selon une analyse IPC couvrant la période août-décembre, plus de 2 millions de personnes se trouvaient en phase 3 *Crise* ou en phase 4 *Urgence*, soit 40 pour cent de la population. Les conditions en termes de consommation alimentaire et de nutrition empirent, la prévalence de la de malnutrition aiguë globale atteint 18 pour cent et la malnutrition aiguë sévère dépasse le seuil *Urgence* de 2 pour cent établi par l'OMS. Les conflits et l'insécurité sont les principaux facteurs de causalité de l'insécurité alimentaire. La population doit affronter les déplacements, la destruction des moyens d'existence, les possibilités limitées de revenus, l'épuisement des actifs et la baisse de

la production domestique. L'insécurité fait également obstacle à la fourniture d'aide alimentaire. Ces conditions correspondant à la phase 3 de l'IPC devraient se maintenir au moins jusqu'à fin mai 2017 dans les régions touchées par le conflit. La situation des personnes déplacées, des rapatriés, des ménages d'accueil et des ménages pauvres reste particulièrement préoccupante.

Au **Burundi**, les estimations pour la période mai-juin 2016 indiquent que 2,3 millions de personnes (soit 24 pour cent de la population) se trouvaient en phase 3 *Crise* ou phase 4 *Urgence* de l'IPC dans l'ensemble du pays. De plus, 3,4 millions de personnes étaient en phase 2 *Sous pression*. Selon une deuxième évaluation IPC effectuée pour la principale saison des récoltes (juillet à septembre), la situation s'était améliorée et moins de 1,5 million de personnes se trouvaient en phase 3 ou 4. Cependant, de nombreux facteurs socio-économiques se sont conjugués et se sont traduits par une aggravation de la situation nutritionnelle des enfants: on estime que 226 000 enfants souffrent actuellement de malnutrition aiguë, dont 56 000 de malnutrition aiguë sévère. L'insécurité alimentaire résulte de l'insécurité civile actuelle qui provoque des déplacements de population et perturbe les moyens d'existence. L'instabilité politique compromet les échanges commerciaux à la fois à l'intérieur du pays et avec l'étranger, ce qui réduit la disponibilité d'aliments. Le Burundi est également vulnérable à de fréquentes inondations, tempêtes de grêle, sécheresses et pluies torrentielles. En 2017, il est peu probable que la situation économique s'améliore étant donné la persistance de l'instabilité. La situation est particulièrement préoccupante dans les provinces frontalières de l'est, Muyinga, Cankuzo et Rutana, où des conditions correspondant à la phase 3 de l'IPC sont attendues pour fin avril/début mai.

CRISE RÉGIONALE DU BASSIN DU LAC TCHAD



Le conflit résultant des affrontements avec les forces de Boko Haram qui sévit depuis plusieurs années dans la zone du bassin du lac Tchad aurait plongé 8,2 millions de personnes dans le dénuement. On enregistre 2,6 millions de personnes déplacées en décembre 2016, ce qui entraîne une situation alarmante en terme de sécurité alimentaire: 6,3 millions de personnes dans le nord-est du Nigéria, au Cameroun, au Tchad et au Niger sont aujourd'hui en insécurité alimentaire et ont besoin d'une assistance humanitaire.

Dans le **nord-est du Nigéria**, le conflit avec le groupe Boko Haram a déclenché une crise humanitaire qui ne cesse de s'aggraver et qui a un impact considérable sur l'agriculture et les moyens d'existence. Selon une analyse du CH menée au Nigéria en octobre 2016, quelque 4,7 millions de personnes vivent en phase 3 *Crise* ou pire du CH dans les états de Borno, Adamawa et Yobe. Dans le seul État de Borno, 3,3 millions de personnes, soit 59 pour cent de la population, se trouvent en phase 3 ou pire, et 55 000

sont confrontées à une situation correspondant à la phase 5 *Catastrophe/famine*. Malgré le processus de libération de territoires situés dans ces régions, la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition ne cesse de s'aggraver, en particulier dans l'État de Borno où 3,6 millions de personnes seront probablement en insécurité alimentaire en août 2017. Selon les prévisions, quelque 115 700 personnes à Borno et 5 600 personnes à Yobe seraient confrontées à des conditions de *Famine* au cours de la prochaine période de soudure, entre juin et septembre.

Au **Cameroun**, 2,5 millions de personnes vivant dans les régions nord, Grand Nord, Adamawa et Est étaient en insécurité alimentaire en 2016, dont 300 000 en insécurité alimentaire sévère. La fermeture de la frontière avec le Nigéria a coupé les liens des axes routiers et la baisse du pouvoir d'achat a obligé de nombreux ménages à tenter de s'approvisionner en aliments sur les marchés. Récemment, les attaques perpétrées par Boko Haram et le conflit qui sévit

au Nigéria ont également contribué à l'aggravation de l'insécurité alimentaire au **Tchad**, où 1 million de personnes étaient en phase 3 *Crise* au cours de la dernière période de soudure. L'insécurité et les déplacements semblent devoir se poursuivre en 2017, entraînant des conséquences négatives sur les moyens d'existence, les possibilités de revenus, les cultures et le fonctionnement des marchés. Au **Niger**, les estimations pour la saison postérieure à la récolte, c'est-à-dire d'octobre à novembre 2016, indiquent que plus de 320 000 personnes se trouvaient en phase 3 *Crise* et 5 000 dans la phase 4 *Urgence* du CH. De plus, 2,5 millions de personnes étaient en phase 2 *Sous pression*. La crise résultant des attaques de Boko Haram a gravement touché la région de Diffa et miné les moyens d'existence. L'insécurité alimentaire devrait encore s'aggraver entre juin et août 2017, et le nombre de personnes vivant dans des conditions de *Crise* devrait atteindre 748 700. On prévoit que la région du Lac reste en phase 3 *Crise* au moins jusqu'au mois de mai.

AFRIQUE AUSTRALE

Madagascar sud	Malawi	Mozambique	Zimbabwe
 0,8M de personnes IPC 3+  	 6,7M de personnes IPC 3+  	 1,9M de personnes IPC 3+  	 4,1M de personnes IPC 3+  

La sécurité alimentaire dans toute l'Afrique australe est sous une forte pression en raison de l'impact considérable du phénomène El Niño sur la production agricole en 2016. Cette situation est encore aggravée par le ralentissement économique observé dans de nombreux pays qui a compromis la capacité des ménages de faire face à ces répercussions. Les déficits d'approvisionnement qui se sont produits en 2016 ont également donné lieu à une flambée des prix des produits alimentaires, et les prix du maïs au Lesotho, au Malawi, au Mozambique et en Swaziland ont atteint des niveaux records. L'effet de la dépréciation des monnaies de plusieurs pays a contribué à renforcer la tendance à la hausse des prix nationaux des denrées alimentaires, ainsi que des coûts des aliments importés. La conjugaison entre prix élevés des denrées alimentaires et mauvaises récoltes a engendré une forte restriction de l'accès à et de la disponibilité des aliments, une hausse des besoins en aide alimentaire et une augmentation des taux de malnutrition qui se traduit par des niveaux élevés de retard de croissance dans certaines régions du Madagascar, du Malawi et du Mozambique. Le Lesotho, le Swaziland et le Zimbabwe ont été les pays plus touchés par les sécheresses associées au phénomène El Niño. L'insécurité alimentaire s'est également aggravée en Angola, au Botswana, en Namibie, en Afrique du Sud et en Zambie où la crise a pu être évitée grâce à des capacités nationales plus solides pour répondre aux chocs.

Dans le **Grand sud de Madagascar**, les estimations effectuées en septembre 2016 indiquent que 840 000 personnes (soit 6 pour cent

de la population locale) se trouvaient en phase 3 *Crise* ou 4 *Urgence* de l'IPC. Un autre groupe de 528 000 personnes se trouvait en phase 2 *Sous pression*. Dans les districts de Tsihombe, Ampanihy et Beloha, les taux de malnutrition aiguë globale ont été classifiés dans la catégorie *Grave* ou *Alerte*. La sécheresse résultant du phénomène El Niño a été le principal facteur de causalité de l'insécurité alimentaire récente. La production des ménages a été décimée et les stocks ont été épuisés bien avant les échéances habituelles. La situation a également été exacerbée par la hausse des prix des denrées alimentaires qui a obligé 40 pour cent des ménages à recourir à des stratégies de crise comme la consommation des stocks de semences. L'insécurité alimentaire devrait rester importante dans les régions australes. Toutefois, l'aide alimentaire et des récoltes qui devraient se rapprocher de la moyenne vont permettre d'améliorer la disponibilité de produits alimentaires vers avril et mai 2017. Toutefois, la récupération sera lente en raison de l'épuisement des avoirs et de la réduction des revenus résultant de la crise récente.

Au **Malawi**, les estimations indiquent que près de 4,1 millions de personnes se trouvaient en phase 3 *Crise* ou phase 4 *Urgence* de l'IPC entre mai et juin 2016. Ce chiffre devrait atteindre 6,7 millions, entre octobre 2016 et mars 2017, en raison de la forte baisse des récoltes et de l'épuisement des avoirs liés aux moyens d'existence. Une détérioration des niveaux de nutrition a également été observée: la prévalence de la malnutrition aiguë

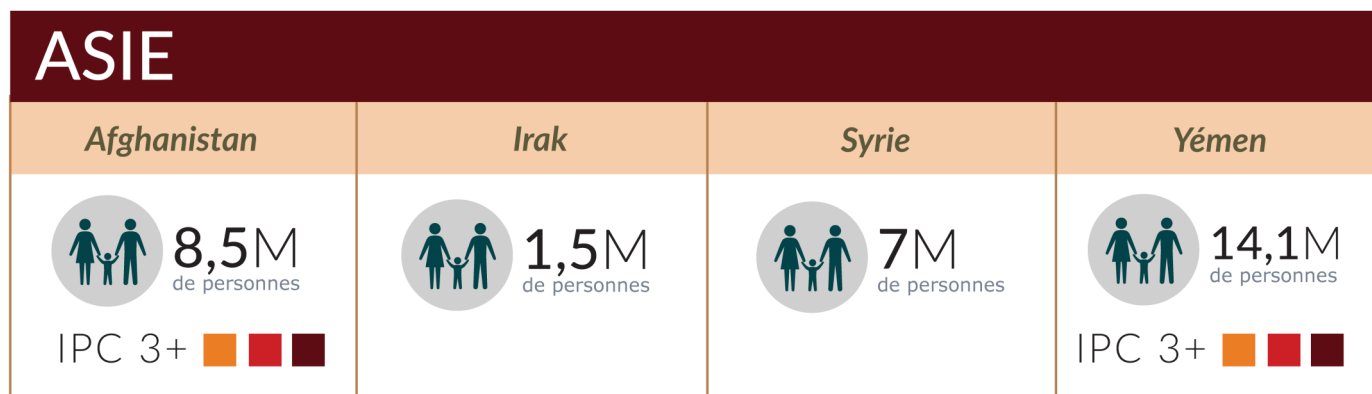
globale à l'échelle nationale était de 4,1 pour cent en décembre 2016, alors qu'elle représentait 2,5 pour cent au mois de mai. L'insécurité alimentaire actuelle est imputable à deux années consécutives de faible production agricole résultant de différents aléas climatiques. Cette baisse de la production a réduit la disponibilité d'aliments et la hausse des prix a érodé le pouvoir d'achat. Des dangers naturels récurrents ont compromis la résilience des ménages dont le niveau était déjà faible en raison de la pauvreté et d'autres facteurs socio-économiques. L'insécurité alimentaire devrait s'aggraver durant le premier trimestre de 2017, au plus fort de la période de soudure. Les nouveaux approvisionnements résultant de la principale récolte de la saison devraient contribuer à l'amélioration de la situation après le mois d'avril. Quoi qu'il en soit, la superficie plantée pour la campagne agricole 2016/17 devrait être beaucoup plus réduite en raison de la perte d'avoirs, de revenus et de capacités productives des agriculteurs.

Au **Mozambique**, les estimations pour la période juillet-septembre 2016 indiquent que plus de 1,9 million de personnes (soit 14 pour cent de la population) se trouvaient en phase 3 *Crise* ou phase 4 *Urgence* de l'IPC. De plus, 4,1 millions de personnes étaient en phase 2 *Sous pression*. En août 2016, les taux de malnutrition aiguë globale atteignaient des niveaux d'*Alerte* dans 2 provinces et *Critique* dans une province. La sécheresse résultant du phénomène d'El Nino est la principale cause de l'insécurité alimentaire en 2016, car elle a compromis la production des ménages et a entraîné une hausse des prix des aliments. Cette situation a été exacerbée par des niveaux élevés de pauvreté et une faible résilience face aux dangers naturels. D'une manière générale la productivité est faible en raison du manque de technologies, de

l'infrastructure inadéquate et d'un accès limité aux biens et aux services. Les ménages touchés par la sécheresse devraient rester en phase 3 ou 4 en début d'année 2017. La sécurité alimentaire devrait s'améliorer à partir du mois d'avril, mais les conditions de *Crise* devraient persister pour les ménages vivant dans des zones touchées par des conflits.

Au **Zimbabwe**, les estimations correspondant au mois de mai et juin 2016 indiquent que quelque 2,3 millions de personnes, soit 17 pour cent des ménages ruraux, vivaient en phase 3 *Crise* ou phase 4 *Urgence* de l'IPC dans les zones rurales du Zimbabwe. Selon le ZIMVAC, ce chiffre devrait atteindre 4,1 millions de personnes entre juin 2016 et mars 2017. La prévalence de la malnutrition aiguë globale oscille entre 2,6 pour cent et 6,7 pour cent, mais les faibles

niveaux de consommation de produits alimentaires suggèrent une hausse probable des taux de malnutrition dans un avenir proche. Le ralentissement brutal de l'économie du Zimbabwe, conjugué à une forte sécheresse, explique la hausse de l'insécurité alimentaire en 2016. Les possibilités d'emploi sont rares et les revenus des ménages sont faibles, ce qui compromet leur accès aux aliments. La sécheresse a également provoqué une baisse de la demande de travailleurs, provoquant ainsi une érosion du pouvoir d'achat des ménages qui dépendent du travail agricole rémunéré non qualifié. L'insécurité alimentaire devrait s'aggraver en 2017, au moins jusqu'aux prochaines moissons du mois de mars. La productivité agricole devrait également régresser en raison de l'accès limité aux engrais et aux semences.



En Asie, l'insécurité alimentaire est essentiellement le résultat de conflits prolongés et de l'insécurité qui sont à l'origine du déplacement de milliers de personnes, de l'effondrement des moyens d'existence, de la limitation des activités agricoles, du mauvais fonctionnement des flux commerciaux de produits de base et d'un accès physique restreint aux marchés.

En **Afghanistan**, les estimations pour la période antérieure à la récolte (avril-juin 2016) indiquent que plus de 8,5 millions de personnes (soit presque 32 pour cent de la population) se trouvaient en phase 3 *Crise* ou en phase 4 *Urgence* de l'IPC. De plus, 4,7 millions de personnes se trouvaient en phase 2 *Sous pression*. La situation de l'insécurité alimentaire

devrait s'améliorer considérablement entre juillet et décembre grâce aux nouvelles récoltes, atteignant des chiffres de 4,3 millions de personnes en phase 3 ou 4 et 8,7 millions en phase 2. Avant la saison des récoltes, la prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 2 ans était de 21 pour cent, alors que la malnutrition aiguë sévère touchait 8,4 pour cent. Ces niveaux se sont probablement dégradés en raison de la grave insécurité qui règne dans de nombreuses régions du pays. L'insécurité alimentaire observée au mois de juin est attribuable au pic de la période de soudure conjuguée à un manque d'accès aux aliments résultant de l'insécurité. D'autres causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire sont la pauvreté

généralisée, les déplacements, le chômage, l'épuisement des avoirs liés aux moyens d'existence, le fonctionnement limité des marchés et les fluctuations des prix des aliments. Même si les marchés devaient revenir à la normalité début 2017, de nombreux ménages pauvres auront des difficultés à faire des stocks pour l'hiver et à satisfaire leurs besoins en nourriture. Dans les zones touchées par les conflits, la chute du pouvoir d'achat et l'interruption des moyens d'existence vont se traduire par un besoin croissant d'aide alimentaire. Les ménages pauvres des zones centrales et du nord-est ainsi que les populations récemment déplacées et les rapatriés sans-papiers devraient affronter des conditions de *Crise*.

En **Irak**, la sécurité alimentaire est extrêmement volatile, ce qui est un reflet de la dynamique du conflit. Selon les estimations, 2,4 millions de personnes sont en insécurité alimentaire, dont 1,5 million en insécurité alimentaire sévère. Les évaluations effectuées en 2016 en matière de malnutrition ont permis d'observer en général une faible prévalence; une nouvelle étude qui sera menée en 2017 dans tous les camps permettra d'obtenir des données précises sur l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans, ainsi que des femmes enceintes et allaitantes. Le conflit compromet la sécurité alimentaire des Irakiens de différentes manières. Les ménages sont confrontés à la perte de leurs avoirs, à la perturbation de leurs moyens d'existence et au manque de travail. La productivité agricole est en chute libre, les carburants sont rares, les marchés sont dysfonctionnels et les prix des denrées alimentaires sont en hausse. Le conflit a poussé des millions de personnes à quitter leur foyer et à dépendre de plus en plus de l'assistance humanitaire. Le nombre de personnes ayant besoin d'assistance devrait augmenter si la crise de Mosul se poursuit en 2017. Les pires conditions en matière de sécurité alimentaire seront probablement celles des familles déplacées internes et en-dehors des camps, les résidents vulnérables des communautés reconquises et les populations qui fuient les intenses combats.

En **Syrie**, 7 millions de personnes étaient confrontées à l'insécurité alimentaire en juin 2016, soit une augmentation de 5 pour cent par rapport à septembre 2015. Une

évaluation menée en août 2016 a permis d'observer des conditions particulièrement aiguës pour plus d'un demi-million de personnes vivant dans des sites assiégés ou difficilement accessibles. L'insécurité alimentaire est donc induite par le conflit, ainsi que par le déplacement des populations et l'interruption des moyens d'existence qui en résultent. La productivité agricole a beaucoup souffert, les producteurs sont confrontés à une hausse des coûts de transaction et des risques sécuritaires, et de vastes zones de terres agricoles ont été touchées par la sécheresse en 2016. Plus de 2/3 de la population vivent dans la pauvreté extrême et sont incapables de satisfaire ses besoins fondamentaux. En 2017, il est probable que l'insécurité alimentaire s'aggrave, pour autant que le conflit se poursuive et que les principaux facteurs de causalité de l'insécurité alimentaire restent invariables. Des millions de personnes continueront de dépendre de l'aide humanitaire et les habitants de zones difficilement accessibles sont particulièrement vulnérables à la malnutrition et aux maladies. Des millions de Syriens ont quitté le pays, fuyant la guerre et cherchant refuge dans les pays voisins, en particulier en **Turquie**, au **Liban**, en **Jordanie**, en **Irak** et en **Égypte**. L'arrivée des réfugiés a eu un impact considérable sur les communautés d'accueil en termes de concurrence sur le marché de l'emploi, du logement et d'accès aux services de base.

Au **Yémen**, 14,1 millions de personnes vivaient en insécurité alimentaire en juin 2016: Quelque 7,1 millions de personnes se trouvaient en phase 3 *Crise* et 7 millions en phase 4 *Urgence*

de l'IPC. Ces deux chiffres représentent 51 pour cent de la population. De plus, 8,2 millions de personnes étaient en phase 2 *Sous pression*. La malnutrition a atteint des niveaux alarmants, avec 3,3 millions d'enfants et de femmes enceintes ou allaitantes souffrant de malnutrition aiguë, dont 462 000 enfants de moins de 5 ans touchés par la malnutrition aiguë sévère. Le principal facteur de causalité de l'insécurité alimentaire au Yémen est le conflit en cours qui a ravagé l'économie, l'agriculture, l'infrastructure, les marchés et les moyens d'existence. Des millions de personnes ont été déplacées et l'accès aux aliments rendu de plus en plus difficile par les faibles possibilités d'emploi, la forte inflation et les fluctuations du taux de change. Les dangers naturels comme les invasions de criquets et les inondations ne sont pas non plus étrangers au problème.

En mars et jusqu'à juillet 2017, on estime que 17 millions de personnes sont en phase 3 *Crise* ou phase 4 *Urgence* de l'IPC.⁷ Cela correspond à 60% de la population et représente une augmentation de 20% par rapport aux résultats de l'analyse IPC réalisée en juin 2016. Les niveaux d'insécurité alimentaire sont alarmants dans tout le pays, les personnes déplacées internes étant les plus durement touchées. La magnitude de l'insécurité alimentaire dans les gouvernorats d'Al Hodaidah et de Taiz, où près de 2,2 millions de personnes sont classées en phase 3 *Crise* et plus de 1,9 million de personnes en phase 4 *Urgence*, est particulièrement préoccupante.

AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Haïti



1,5M
de personnes

Dans les Caraïbes et en Amérique centrale, une sécheresse exacerbée par le phénomène d'El Niño a frappé Haïti et certaines régions localisées du Corridor de la sécheresse, soit le Guatemala, l'El Salvador, l'Honduras et le Nicaragua durant l'année 2015 et au début de l'année 2016. De plus, Haïti a été frappé, à la fin 2016, par l'ouragan Matthew de catégorie 4 qui a directement touché la population et provoqué un besoin urgent d'assistance.

En Haïti, selon des estimations de janvier 2016, 3,6 millions de personnes étaient en insécurité alimentaire, dont 1,5 million en insécurité alimentaire

sévère. En octobre, 2,1 millions de personnes ont été touchées par l'ouragan Matthew dont 1,4 million ayant besoin d'une aide alimentaire. Une étude menée en 2016 par UNICEF et le Ministère de la Santé Publique et de la Population dans 20 communes a constaté une prévalence de 8,4 pour cent de la malnutrition aiguë globale. Des données préliminaires indiquent que les taux de malnutrition pourraient dépasser de 2 à 4 fois le niveau normal dans les régions touchées par l'ouragan. Les facteurs actuels de causalité de l'insécurité alimentaire sont la forte sécheresse des deux dernières années et le passage de l'ouragan Matthew en 2016, deux

phénomènes qui ont ravagé l'agriculture et fortement réduit l'accès aux aliments. Il existe aussi des facteurs chroniques sous-jacents comme la pauvreté, la forte dépendance du marché, une infrastructure lacunaire et une intégration limitée des marchés. La perte des stocks alimentaires et des cultures résultant du passage de l'ouragan augure de grandes difficultés pour que les ménages puissent subvenir à leurs besoins en nourriture dans les prochains mois. La dernière analyse IPC estime que 1,3 à 2,1 millions de personnes seront en insécurité alimentaire de février à mai 2017.

“

Les chiffres racontent une histoire profondément inquiétante. C'est une course contre le temps - nous devons agir maintenant pour sauver la vie et les moyens d'existence des millions de personnes qui sont aujourd'hui au bord de la famine. (Ertharin Cousin, WFP Executive)

”

PRINCIPAUX PAYS À SURVEILLER EN 2017

Plusieurs pays devront faire l'objet d'une attention particulière en 2017 en termes d'analyse et de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ainsi que de fourniture d'aide humanitaire. Il est probable que toutes les grandes crises alimentaires évoquées dans ce document se poursuivent en 2017. Par exemple, il existe un risque élevé de famine dans certaines régions du nord-est du Nigéria, en Somalie, au Sud-Soudan et au Yémen où les conditions de sécurité alimentaire pourraient encore s'aggraver en raison du conflit armé, de la sécheresse et de l'effondrement des conditions macro-économiques. En 2017, une insécurité alimentaire généralisée va probablement se maintenir en Irak, en Syrie (y compris parmi les réfugiés installés dans les pays voisins), au Malawi et au Zimbabwe. Certains pays sont aujourd'hui confrontés à des poches plus localisées ou à un niveau inférieur d'insécurité alimentaire aiguë et/ou sont exposés à des risques spécifiques qui pourraient conduire à une aggravation des conditions d'insécurité alimentaire et nutritionnelles en 2017. C'est pourquoi il est indispensable de pouvoir disposer d'une information actualisée dès le début 2017 pour pouvoir confirmer ces projections et informer une intervention humanitaire qui permette de freiner une nouvelle aggravation de l'insécurité alimentaire.



Annexe 1: Description des phases IPC/CH

<i>Intitulé de la Phase</i>	<i>Description de la phase</i>	<i>Objectif prioritaire de l'intervention</i>		
Phase 1 <i>Minimale</i>	Le groupe de ménages est capable de couvrir ses besoins alimentaires et non alimentaires essentiels sans recourir à des stratégies inhabituelles, insoutenables pour avoir accès à la nourriture et aux revenus, ni dépendre de l'aide humanitaire.		Développement de la résilience et réduction des risques de catastrophes	
Phase 2 <i>Sous pression</i>	Même avec une aide humanitaire, le groupe de ménages a une consommation alimentaire d'adéquation minimale, mais peut se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles, sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles.		Réduction des risques de catastrophes et protection des moyens d'existence	
Phase 3 <i>Crise</i>	Même avec une aide humanitaire, Le groupe de ménages a des déficits alimentaires et souffre de malnutrition aiguë à des taux élevés ou supérieurs à la normale; OU Le groupe de ménages est à peine capable de couvrir le minimum de ses besoins alimentaires en épuisant les avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui conduira à des déficits de consommation alimentaire.	Population en insécurité alimentaire (Phase 3 ou plus)	Action urgente nécessaire	Protection des moyens d'existence, réduction des déficits de consommation alimentaire et diminution de la malnutrition aiguë
Phase 4 <i>Urgence</i>	Même avec une aide humanitaire, le groupe de ménages a des déficits alimentaires extrêmes, ce qui se traduit par des taux de malnutrition aiguë très élevés et une mortalité excessive OU le groupe de ménages subit une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence qui entraînera de profonds déficits de consommation alimentaire à court terme.			Sauver des vies et les moyens d'existence
Phase 5 <i>Famine/ Catastrophe</i>	Même avec une aide humanitaire, le groupe de ménages souffre d'un déficit extrême d'aliments et/ou de besoins de base même en cas de plein emploi de stratégies d'adaptation. La faim extrême, le dénuement et la mortalité sont évidents.			Éviter les décès à grande échelle et l'effondrement total des moyens d'existence.







Le FSIN est une communauté de pratique mondiale qui met en relation des institutions nationales, régionales et mondiales ainsi que des spécialistes de la sécurité alimentaire dans le but de répondre aux besoins d'information des pays et des régions en développement sur la sécurité alimentaire

Pourquoi rejoindre la communauté de pratique?

Être membre de la communauté de pratique vous permettra d'accéder et de participer à la plateforme en ligne FSIN et d'échanger ainsi des connaissances, des pratiques optimales et des enseignements avec les autres membres.

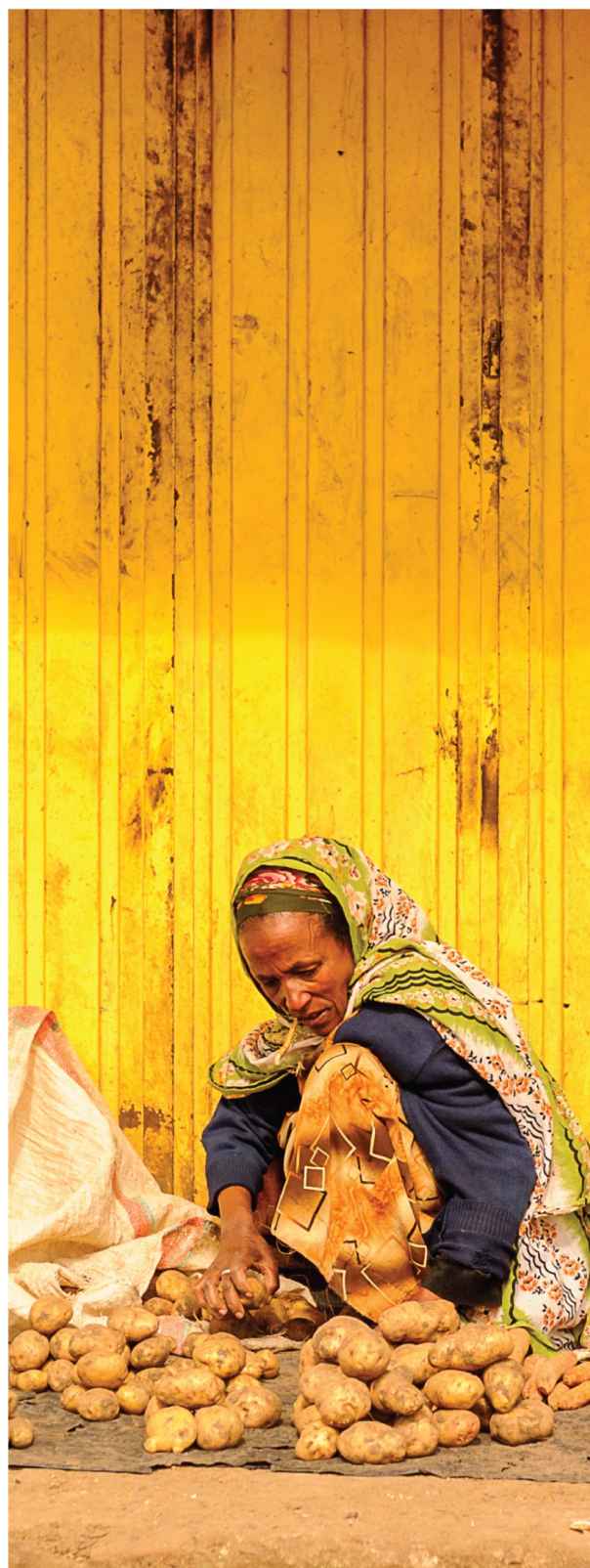
Le site Web public donne accès aux outils de perfectionnement professionnel suivants:

- un recueil des indicateurs, des méthodes et des outils disponibles;
- un accès guidé à des cours de formation en ligne et à du matériel pédagogique normalisé sur des sujets relatifs à l'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- des études et des activités en cours sur les nouveaux sujets prioritaires; et
- des actualités et des rapports pertinents en provenance du terrain.

Rejoignez-nous dès maintenant!

Une fois inscrits à la communauté de pratique FSIN, vous pourrez:

- recevoir régulièrement des alertes ainsi qu'un bulletin d'information électronique trimestriel;
- proposer des informations à ajouter à la section "Actualités et manifestations" et au Centre de ressources;
- recevoir automatiquement des invitations à des consultations électroniques;
- accéder aux profils des membres de la communauté de pratique afin d'échanger des informations et de nouer de nouveaux contacts; et
- participer à des groupes de discussion consacrés à de nouveaux sujets d'étude (la communauté de pratique sur la mesure de la résilience, par exemple).



Pour obtenir plus d'informations et rejoindre la communauté de pratique, veuillez-vous rendre sur la page suivante: www.fsincop.net; Courriel: fsin-secretariat@wfp.org